Un communisme autogestionnaire pour le 21e siècle

En 2017 au NPA, nous avons été nombreux·ses à commémorer les 100 ans de la révolution russe, expérience majeure pour notre courant. Pourtant, ça n'a pas été l'occasion d'un débat irriguant le parti, ce qui est lié à l'absence de débat de fond entre les principales tendances. La responsabilité première revient à la majorité (PFU), qui a préféré organiser une conférence allant jusqu'à C. Autain plutôt qu'un débat tourné vers la stratégie révolutionnaire au 21e siècle.

Nous pensons que 1917 reste une expérience précieuse pour la construction d'un parti révolutionnaire de masse, évitant opportunisme (mars) et gauchisme (juillet). Le « léninisme / trotskisme » a su transmettre des notions de stratégie / tactiques qui restent nécessaires pour le mouvement ouvrier, et que nous devrions faire vivre davantage.

Pour autant, contrairement à ce que certains courants peuvent véhiculer, nous ne pensons pas que nous héritons d'un manuel de la révolution ficelé. En particulier, il est fondamental de nous repencher sur la politique bolchévique des toutes premières années (donc sous la responsabilité de Lénine et Trotski), sur l'essoufflement de l'autogestion dans le pays et sur les oppositions dans le parti. L'explication trotskiste des causes matérielles de la bureaucratisation (pays à l'industrie faible ruiné par la guerre et la guerre civile) reste bien sûr une base incontournable pour toute analyse sérieuse. Mais l'idée qu'il n'y avait qu'une seule politique possible de 1917 à 1923 (début de l'opposition de Trotski) nous semble intenable.

Il faut commencer par rappeler que les bolchéviks ne savaient pas clairement où ils allaient lorsqu'ils se sont emparés du pouvoir en Octobre. S'ils espéraient déclencher une révolution socialiste mondiale, en Russie ils ont pendant plusieurs mois tenté de composer avec les patrons dans les entreprises, en ne mettant en place qu'un *contrôle ouvrier* consciemment opposé à la *gestion ouvrière*. Pourtant dans les comités d'usines, la volonté de gérer directement était très forte. Dans un certain nombre de cas, ces comités ont pris l'initiative d'exproprier les patrons, et le jeune État bolchévik s'y est opposé.

Le tournant vers la nationalisation de l'industrie à l'été 1918 a été davantage imposé par la guerre civile et le sabotage bourgeois que par la doctrine socialiste ou la théorie de la révolution permanente (même si en un sens elle la validait). Or, ce n'est pas la dynamique autogestionnaire qui a été mise au centre. Au nom de l'efficacité, Lénine et Trotski ont donné plus d'importance aux « spécialistes » qu'à la lutte contre la division

du travail, et ont défendu la direction « unipersonnelle » contre la direction collégiale. L'organisation du travail dans les usines a donc peu changé, le patron étant remplacé par un directeur nommé par le parti. Les comités d'usine ont été déconsidérés, intégrés aux syndicats, et le parti (devenu unique) a pris la main sur les syndicats.

Il faut bien sûr souligner la terrible situation objective, qui a conduit la plupart des oppositionnels bolchéviks à rester loyaux. Il serait délicat d'affirmer qu'une « bonne politique » aurait évité la stalinisation.

Mais il faut aussi voir tous les problèmes que posent les auto-justifications des bolchéviks : dans les soviets le parti est unique car il représente la classe, l'État est *ouvrier* car il est dirigé par un parti ouvrier, l'économie étatisée est *socialiste* car planifiée par un État ouvrier… Le léninisme s'éloigne de *l'Etat-commune* décrit dans L'État *et la révolution* et le substitutisme se développe. Les apparatchiks de Staline ont bien opéré une contre-révolution en éliminant les anciens cadres qui gardaient des convictions. Mais leur « marxisme-léninisme » a malheureusement trouvé des points d'appui dans ce qu'il y avait de plus critiquable chez les bolchéviks.

Pour tirer le meilleur du communisme, il faut remettre au centre l'objectif de transformer les rapports de production : le quotidien doit changer qualitativement par rapport au capitalisme, la subordination à un patron doit laisser place à l'autogestion la plus large possible. Certes l'autogestion ne peut pas être fétichisée, car si les entreprises sont livrées au marché, elles ne sortiront pas des logiques de rentabilité, qui tendent à recréer la hiérarchie. Mais une planification qui n'émane pas des travailleur·se·s est autre chose que du socialisme.

Julien Varlin;Tony Lambada, le 11 janvier 2018